

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 267 – mai 2023

Histoires d'un militant de Marcinelle

La débrouillardise.

Les séquelles de l'occupation

Pénurie de charbon

Les cahiers de revendications.

Antifascisme

Roux: un hommage aux victimes, et ...

Charleroi, ville antifasciste

Commémorations du 8 mai

Société

Pourquoi les Delhaiziens ...

L'inflation en Belgique

Pour les salaires des grèves victorieuses

«Parents, je vous appelle à cultiver ...

Plus nous tardons à restaurer la nature...

«Pif Gadget», 75 ans d'un journal très politique



HISTOIRES D'UN MILITANT DE MARCINELLE

Comment étaient les contacts avec les simples soldats allemands ?



Les deux premiers mois qui suivirent l'arrivée des troupes allemandes chez nous ne parurent pas si terribles pour la population. Chacun attendait le retour de certains membres de la famille qui se trouvaient encore dans le Midi de la France non occupée.

Le ravitaillement avec son système de rationnement n'était pas encore mis tout à fait au point. C'est avec plaisir que nous recevions parfois une bonne assiette de soupe aux macaroni dans laquelle se trouvaient de gros morceaux de bouilli. Cette soupe nous était offerte par de braves et souriants soldats allemands.

« Comme ils sont gentils, disaient les plus vieux. Ce ne sont plus les mêmes qu'en 1914. Oui répondaient d'autres car ils ont reçu l'ordre d'Hitler d'être bons avec la population belge. Attendez les jours pénibles sont encore à venir. » Ce sont ces derniers qui avaient raison.

Radio Londres nous apprit bien vite les méfaits perpétrés par les nazis dans tous les pays qu'ils occupaient. Ils apparurent dès lors comme l'envahisseur qu'il faudra chasser de chez nous. Certes, il y avait de bons époux et de braves pères de famille chez eux qui furent arrachés à leur foyer et n'avaient pas demandé cela.

En 1940, il y avait une DCA allemande installée dans la prairie Denis située aux Grogères. Les gamins et les filles du quartier se rendaient auprès de ces soldats. Je n'ai jamais cru, que Walter, Léo, Siegfried, Helmut et les autres auraient pu être de vulgaires criminels comme l'étaient les SS et autres fanatique de leur race. Malheureusement pour eux, ils furent comptés comme

boches et payèrent plus tard avec les vrais criminels, les méfaits commis dans les divers pays occupés.

Des milliers tombèrent sur les champs de bataille comme beaucoup de Belges, Français, Russes, Polonais et autres sur les territoires qu'ils occupaient en Europe et en Afrique. Les vrais vainqueurs ont été les tenants de la haute finance capitaliste qui, d'un côté comme de l'autre, ont retiré des profits énormes de la production des armements.

Dans un premier temps, les servants de la DCA étaient donc considérés comme des copains. On recevait d'eux, de la soupe, du saucisson, des œufs, ... Un jour, nous nous étions mis en file et nous reçûmes une tranche de pumpernickel* avec un cornichon. À ce moment, un des frères Mormans se faufila une deuxième fois dans le rang espérant une nouvelle ration. Mais il fut remarqué par Walter qui lui botta le derrière.

Les soldats qui ne connaissaient pas la valeur de notre argent nous envoyaient chercher des cigarettes au magasin l'Abeille. Il nous donnait 20 ou 50 francs pour un paquet qui ne coûtait que 3 francs 50 et ne réclamaient pas la monnaie. Cela nous faisait une belle somme à mettre en poche. Hélas, Aimée, la Roussette de la rue du Foyer, constata le manège et le signala à son amoureux, Walter avec qui elle roucoulait sur le talus de la rue de la Paix. À partir de ce jour, les Allemands allèrent chercher leur cigarettes eux-mêmes. De temps en temps, ils nous donnaient du chocolat mais c'était du belge et c'est alors qu'on se mit à chanter en parodiant une de leurs marches :

« Nous avons du très bon chocolat que nous avons volé chez Kwatta »

Raymond Flaubert de la rue des Francs découpait des photos d'Hitler dans les journaux. Il en remettait une à chaque Allemand qu'il croisait croyant l'attendrir pour obtenir des rations supplémentaires mais cela ne prenait pas.

Ce garçon finit dans l'organisation Todt puis comme résistant de la dernière heure. À la Libération, il vint engueuler ma mère parce qu'elle n'avait pas mis de drapeau américain ni anglais avec les autres à sa fenêtre. Comme opportuniste on ne peut pas mieux faire !

**Le pumpernickel est un pain de seigle d'origine allemande. Préparé à partir de farine de seigle ou de grains de seigle ou d'une combinaison des deux, ...*

Roger Nicolas

La débrouillardise.

Le café était une denrée très rare. Il coûtait très cher et on ne pouvait en trouver qu'au marché noir. À

Nouvelles



Gilly, il fut vendu jusqu'à 1 franc le grain. Seuls, les plus fortunés pouvaient se permettre d'en acheter.

Pendant la guerre, on buvait le plus souvent du malt, c'était de l'orge germé, séché puis torréfié. Comme la chicorée était aussi rare, le malt était encore ce qu'il y avait de meilleur. Pour remplacer la chicorée, on avait parfois la chance de récupérer des racines de chicons chez un paysan ou l'autre. Celles-ci étaient râpées puis torréfiées dans une platine à tarte placée sur le feu en prenant bien soin de ne pas laisser brûler les râpures.

Une autre recette nous fut donnée par un habitant du Gabin. À Mont-sur-Marchienne, il torréfiait des petits pois mais le jus obtenu n'était pas très agréable à boire. Mieux valait en faire du potage. Nous avons essayé aussi avec les glands du chêne. Le breuvage était un peu meilleur mais tellement amer.

Tous les deux jours on allait chercher du petit lait chez Agénor Bouton au 118 de la rue Grande Che-nevière. Parfois quand le lait était tourné, il nous le donnait. Après l'avoir passé, dans une étamine, on en retirait la matière que l'on mangeait avec des petits oignons cueillis frais au jardin. On mangeait le bulbe et les tiges qu'on appelait des brêles.

On buvait aussi des tisanes de tussilage ou d'aubé-pine mais ce n'était pas du goût des jeunes. Nous préférions encore l'eau claire.

Pas question de vin ni de bière, pour avoir un verre de bière, il fallait des timbres pour du pain. C'est ce que faisaient certains alcooliques invétérés qui préféraient le cabaret à la boulangerie.

Un jour d'automne 1943, Joseph, l'épicier des Gro-gères nous invita à aller cueillir des pommes dans

un verger de Chamborgneau. La journée débuta par une visite au cabaret. Il prit 2 verres de bière qu'il paya avec des timbres pour le pain. Où avait-il été en chercher autant ? Quant à nous, les jeunes, nous dûmes nous contenter d'un simple verre d'eau.

Nous allions ensuite cueillir les pommes lorsqu'un orage éclata subitement et nous détalâmes à toutes jambes pour nous mettre à l'abri dans un hangar. Une femme ayant pris du retard pour descendre du pommier fut foudroyée par un éclair. On ne pouvait plus rien pour elle car la mort fut instantanée.

La mise en valeur de tous les terrains cultivables prit un essor considérable. Les jardins, pelouses, tous les terrains vagues disponibles étaient retournés. La culture de végétaux de gros rapport comme la pomme de terre, le topinambour, les fèves de marais, les choux et l'orge fournissaient un très substantiel appoint à notre maigre rationnement officiel de tous les jours. Tous les alentours des ACEC étaient bêchés. L'ancien caveau de la fosse numéro 5 de la Belle Vue fut divisée en parcelles cultivées. À la Villette, l'ancien square fut remis à la culture.

Les semences provenaient uniquement des cercles horticoles encore existant ou de certains particuliers qui récoltaient le grain sur les plants de l'année précédente. Victor de la Belle Vue et Barrigan du Beau Site s'étaient spécialisés dans la récolte des graines de poireaux et de céleris à partir de l'inflorescence. Elles étaient parmi les plus difficiles à obtenir. Les plants de pommes de terre étaient rares et on les coupait en 4 en ayant soin de laisser un germe sur chaque quart. Pour les haricots, les fèves des marais et les choux, les graines étaient obtenues plus facilement.

Victor avait réussi de magnifiques potirons sur son coin de terre de la vieille fosse. Un jour, Jules revint du village avec du saindoux et une idée germa dans le cerveau de Victor. On allait faire des frites au potiron. Dans une casserole, nous avons fondu le saindoux et nous avons mis à frire le potiron découpé en lanières. La famille fut conviée au festin mais pour nous, les jeunes, cela était franchement dégueulasse malgré notre ventre qui tiraillait.

Le petit terril Napoléon fut, à son tour, cultivé. Le dessus présentait un large plateau. On se mit à retourner la terre et des plans de tomates furent plantés. Après la Libération, les tomates se ressemblaient d'elles-mêmes et pendant deux ou trois ans encore, tout le plateau et même l'ancien dépotoir furent envahis. Bien exposé, sur le versant sud du terril et du dépotoir, cette solanée mûrissait à merveille, mieux que dans nos jardins. À la maturité, Pierre Gaspard ne manquait pas d'en présenter aux Américains qui en étaient très friands et les dévoraient à pleines dents. Il espérait ainsi en tirer une quelconque boîte de ration.

À propos du terril Napoléon, ouvrons ici une petite digression. Nos amis Jean-Claude Pirson puis René Giot nous ont fourni l'explication de ce nom donné à ce petit terril aujourd'hui rejoint puis recouvert en partie par l'avancée du terril des Hiercheuses. Il y avait une femme qui vivait dans une des petites maisons de la rue des terrils. Elle s'appelait Cécile Badot et avait un sobriquet « Sicile Napoléon ». On ne sait pas pourquoi mais c'est elle qui donna à ce nom de Napoléon au terril. L'empereur des Français était donc tout à fait étranger à ce monticule.

Roger Nicolas

Les séquelles de l'occupation

Au lendemain de la Libération, le cheminement du ravitaillement ne s'améliorera pas comme on l'avait espéré. Certaines marchandises comme le beurre ou le charbon se faisaient, à certains moments, plus rares que pendant l'occupation. Le gouvernement Pierlot- Spaak n'était pas capable de mettre au pas les saboteurs économiques de tout poil. Certains dirigeants industriels et trafiquants du marché noir s'étaient fait les collaborateurs de l'ennemi à la seule fin d'engranger de super bénéfices au détriment des ouvriers dont on maintenait très bas les salaires. Les syndicats étaient interdits par les nazis. Bonne aubaine pour ces maîtres de jurande sur qui ne pesaient plus les menaces de grève. Néanmoins, certaines éclataient ainsi que des manifestations. La plus mémorable de celles-ci fut la démonstration de force organisée par Julien Lahaut à Liège au mois de juillet 1940. Plus de 5000 travailleurs défilèrent dans les rues au nez et à la barbe de l'occupant. Ils réclamaient un meilleur ravitaillement

A la Libération, tous ceux qui s'étaient enrichis dans la collaboration voulurent continuer le petit jeu en organisant un sabotage systématique et intelligent dans les organismes industriels et à la campagne. On provoquait des pénuries artificiellement afin de surenchérir les produits de base les plus élémentaires.



Tous ces gens constituaient, ce qu'on appelait à l'époque la 5e colonne et leurs activités pernicieuses ne pouvaient être que bénéfiques aux Allemands aux abois. Cela ne faisait que retarder l'échéance de leur défaite. C'est ce que comprenaient les ouvriers, les employés et les paysans honnêtes qui participaient à l'effort de guerre en améliorant la production afin de mettre un terme le plus vite possible à cette guerre et permettre le retour des milliers de prisonniers de guerre, de prisonniers politiques et de déportés qui se trouvaient toujours en Allemagne.

Il fallait donc réprimer l'activité néfaste de ses anciens collaborateurs. C'était le plus souvent les partisans qui se chargeaient de leur mise à la raison. C'est ainsi que les partisans de Roux qui contrôlaient la région de Clermont découvrirent chez un gros fermier, un stock de 55 tonnes de blé qu'il ne voulait pas écouler alors que les 300 g de pain alloués aux habitants des villes étaient insuffisants. Les autorités, prévenues, ne pouvaient rien faire, disaient-ils, car aucune loi n'autorisait à réquisitionner. Un peu partout dans les champs, c'est du froment qui germait dans les gerbes. Certains gros fermiers retardaient le battage, spéculaient ainsi sur une maigre récolte.

À Pont-de-Loup, par exemple, les partisans organisèrent eux-mêmes le ravitaillement de la population au prix officiel. Les résistants mirent aussi fin au trafic d'un fermier de Courcelles qui vendait son beurre à 400 francs le kilo. Sur la place du marché de Châtelet, un boucher vendait, au noir, de la graisse pour les frites à 300 francs le kilo. Un grossiste de la même localité stockait du froment qu'il revendait à 15 F le kilo.

La ration de beurre était de 150 g par habitant. C'était peu. Pourtant du beurre, il y en avait. Un grossiste de Marcinelle était « cueilleur » dans les fermes de Grandrieu. Au lieu de répartir équitablement son beurre parmi la population, au prix officiel de 40 à 45 francs, il poussait une pointe jusqu'à Bruxelles où il revendait sa marchandise à 600 francs le kilo. Il fut, pour cela, écroué d'autant plus que sa balance était truquée.

Chaque semaine, à Grandrieu, 1037 kg était entreposés à l'administration communale. En tenant compte, que des quantités semblables étaient récoltées dans d'autres localités, les membres de la résistance avaient calculé qu'on pouvait porter la ration de matière grasse de chacun à un kilo minimum. On préférait spéculer.

À propos de blé, il se passa en 1944 une chose ahurissante: Renders, grand maître après Canivet des charbonnages de Monceau-Fontaine possédait plusieurs ares de céréales repartis autour de plusieurs charbonnages. Chaque jour, pendant 8 heures, des

ouvriers quittaient leur travail pour aller battre des cymbales dans les champs afin de chasser les moineaux. On se serait cru en 1440, lorsque les seigneurs faisaient battre l'eau des étangs et des fossés entourant le château afin d'empêcher les grenouilles de troubler leur sommeil par leur croassement.

Roger Nicolas

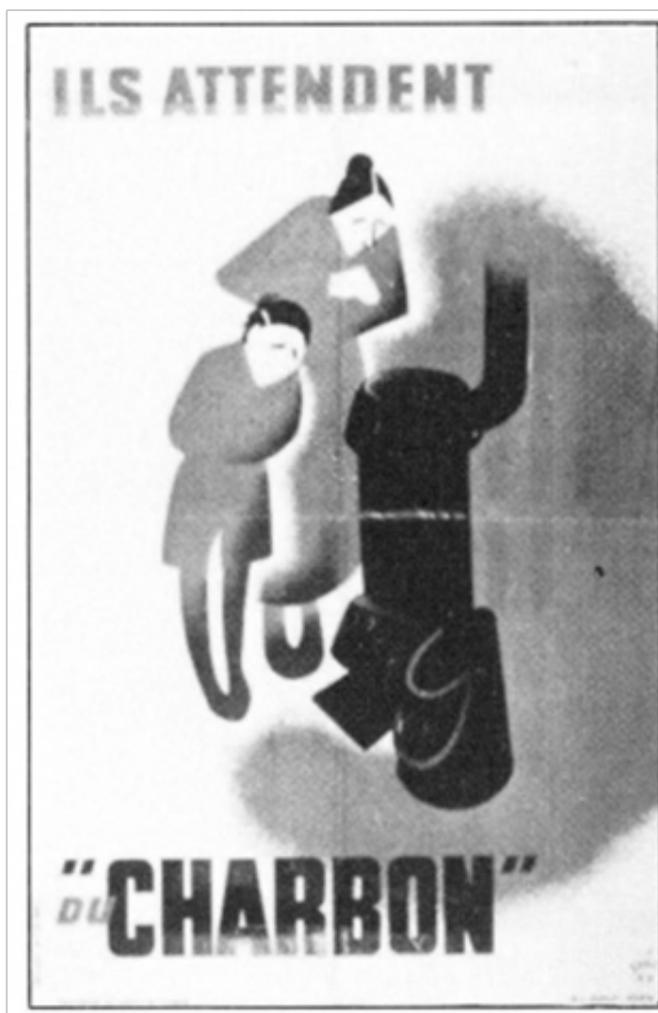
Pénurie de charbon

Les ménages inscrits chez les détaillants en charbon devaient souvent attendre très longtemps avant d'avoir leur ration. Pourtant, on pouvait en trouver des tonnes au prix très élevé. Il était vendu jusqu'à 4000 francs la tonne à Charleroi et même 7000 francs à Bruxelles. Les ménages à revenus modestes devaient s'en passer alors que des milliers de tonnes recouvraient les cours des charbonnages. Pour se chauffer, on brûlait alors n'importe quoi, de vieille savate à de vieux pneus de vélo. On trempait des papiers dans l'eau puis on les froissait en boule que l'on laissait sécher. Ainsi traité, ce papier pouvait tenir un certain temps dans le poêle.

Dans le dépotoir de la rue des Terribles, à Marci-

nelle, on allait récupérer des cartons forts que déversaient les Américains. Coupés en petits carrés à l'aide d'une serpette, ils assuraient quelque peu de chaleur quand on les brûlait. Le gouvernement prit bien des mesures pour combattre les trafics frauduleux des denrées alimentaires et autres mais ces mesures restaient insuffisantes. L'opération Gutt* consistait à échanger les billets. jusqu'à 3000 francs par ménage. Les ouvriers ne possédaient pas une pareille réserve d'argent chez eux. Les bien nantis qui avaient amassé de grosses fortunes en trafiquant ou en collaborant étaient ainsi dessaisis. D'un bien mal acquis, certains accapareurs pour qui la mesure qui allait être prise ont alors changé leur fortune en petites coupures qu'ils faisaient échanger par des malheureux contre un petit pourcentage.

Les décisions prises par les autorités gouvernementales pour améliorer réellement le ravitaillement étaient appliquées avec lenteur ce qui provoquait un vif mécontentement dans la population. Partout, dans les assemblées syndicales ou de quartiers, on ne discutait que des dispositions à prendre pour lutter efficacement contre le marché noir qui était la cause des difficultés à tenir décemment un ménage. Très vite, les femmes furent les plus actives dans cette lutte. Chaque semaine, elles se rendaient en



délégation auprès de bourgmestres comme ceux de Monceau, de Lodelinsart ou de Châtelet et d'autres localités afin d'obtenir une distribution immédiate de beurre, de pommes de terre, de viande ou de margarine. À Marcinelle, Fleurus, ou à Roux, des femmes comme Joséphine Maton, Marie De Geel rassemblaient parfois plus de 100 ménagères dans ce genre de manifestation.



Camille Gutt

Parfois aussi, plutôt que de marquer leur mécontentement, certains trouvaient plus commande de se servir eux-mêmes. C'est dans des entrepôts, les cours des charbonnages ou dans des wagons du chemin de fer qu'on allait prendre ce qui était nécessaire pour vivre et cela, au risque d'être poursuivi. En gare de Couillet, cela tourna au tragique. En janvier 1945, des wagons de charbon étaient à l'arrêt en attente. Des centaines de personnes s'approvisionnaient quand la gendarmerie fut appelée sur les lieux. Les gendarmes tirèrent pour disperser la foule. Pour se sauver, Élie Leclerc de Gosselies sauta d'un wagon et fut tué sur le coup, atteint par une balle.

Parfois, certains remettaient aussi en usage le creusement de galeries dans les veines de charbon qui affleuraient à flanc de coteau. En janvier 1945 encore, deux hommes creusaient une petite galerie au pied du terril du Martinet à Roux. Ils n'avaient pas pris de précautions et leur galerie s'effondra ensevelissant les deux malheureux pères de famille.

En 1946 et 1947, on reçut du charbon venant d'Amérique. On n'était pas content parce qu'il n'était pas de bonne qualité et de plus il était dangereux. En effet, certains chargements contenaient des cartouches de fusil non utilisées et quelques accidents se produisirent heureusement

sans gravité. Il fallait faire attention lors du chargement du poêle.

Roger Nicolas

•Le ministre des finances, Camille Gutt imposa la déclaration des avoirs et bloqua les dépôts en banque. Par cette opération hardie, la monnaie conserva un caractère sain et les fortunes scandaleusement acquises pendant la guerre furent durement touchées

Les cahiers de revendications.

Dans les usines, les cahiers de revendications faisaient peu allusion à d'éventuelles augmentations de salaire. Ce qu'on voulait surtout c'était obtenir des denrées alimentaires ou autres dans l'immédiat. A l'usine Léonard Giot où j'avais commencé mes débuts de tourneur, il n'y avait pas encore de délégation syndicale pourtant l'atmosphère n'y était pas sereine.

Au directeur qui était venu, lui-même, tenir l'assemblée des travailleurs, ceux-ci lui reprochèrent de chauffer sa maison avec deux poêles et d'avoir une table bien garnie. On lui signifia que si on n'obtenait pas de la nourriture et du charbon, ce serait la grève au finish. Celle-ci éclata et dura 8 jours. Ce fut ma première grève. Avec tous mes copains ouvriers, je la fis pour obtenir un kilo de petits pois et 300 kg de charbon qu'on alla chercher à la rue de Châtelet à Marchienne-au-Pont.

Aux ACEC, ce sont 20 grains de café que l'on nous comptait un par un lors de la paie. Ce sont aussi des pommes de terre puis des oignons qu'on allait chercher au local B situé à l'entrée de l'usine. Pour ceux qui le désiraient des parcelles de terre étaient distribuées afin d'y créer un potager. Les semis des légumes à repiquer se faisaient même dans des cassettes à l'intérieur de l'usine.

Peu à peu, notre ravitaillement s'améliora. L'économie de guerre avec toutes ses restrictions fit place



lentement et sûrement à l'ère de prospérité alimentaire que nous connaissons actuellement. Toutefois, celle-ci ne va pas sans inconvénients. Elle favorise les excès de sucre et de graisse causant certaines maladies comme l'obésité, le diabète, les obstructions cardio-vasculaires qui étaient peu courantes durant l'occupation allemande. Cela ne veut pas dire qu'on regrette cette époque

Il est vrai que le système économique capitaliste ne s'embarrasse pas de telles considérations. Qu'importe que l'excès de nourriture tue les gens ! Plus on mange et la publicité est là pour nous rappeler, plus les super bénéfiques s'engrangent surtout quand les produits proviennent du pillage des pays du tiers-monde ou les trafics les plus divers comme les cas de vache folle, de poulets aux hormones, l'emploi de pesticides, ... Tout cela est une autre longue lutte qu'il faut maintenant mener

Roger Nicolas

ANTIFASCISME

Roux: un hommage aux victimes, et une ode aux libertés syndicales

Le 27 mars 1886, des ouvriers étaient tués – et de nombreux autres blessés – par la police et l'armée, dans les fusillades de Roux (Charleroi). Le monde ouvrier wallon, à l'époque, est en ébullition. L'exploitation des travailleurs par la classe dominante est insupportable. La tragédie de Roux – et la grande grève de 1886 dans son ensemble – déclenchera le progrès social en Belgique.

Chaque année, le collectif "1886"* et les syndicats (rouge et vert ensemble) rendent hommage aux victimes de Roux, et rappellent l'importance des libertés syndicales et du droit de grève.

Un enfer pour les travailleurs

"Si on ne connaît pas son Histoire, on est appelé à la revivre", disait Thierry Bodson, Président de la FGTB, au départ de la manifestation en hommage aux ouvriers fusillés en 1886 à Roux. Une opportunité de rappeler le caractère essentiel du respect et de la mise en oeuvre des libertés syndicales et du droit de grève. "Aucune conquête sociale – on le vit aujourd'hui – n'est acquise définitivement. Aujourd'hui encore, les libertés syndicales sont bafouées. A l'époque où ces événements se sont passés ici à Roux, les capitalistes se vantaient que la Belgique était la quatrième puissance économique du monde. Mais ce paradis économique de l'époque

se construisait sur un enfer pour l'ensemble des travailleurs. Le bilan des classes dirigeantes de la fin du dix-neuvième et du début du vingtième siècle est catastrophique."

La matinée d'hommage a été l'occasion de donner la parole à plusieurs travailleurs et travailleuses de chez Delhaize, victimes aujourd'hui d'un véritable détricotage de leurs droits sociaux. Malgré le froid – et un peu de grêle – plusieurs centaines de syndicalistes, vêtus de rouge et de vert, ont ensuite défilé ensemble jusqu'à la place Joseph Wauters, où avait lieu une reconstitution symbolique de la tragédie de Roux.

Le vent du changement

Rétroacte. La révolte sociale de 1886 touche l'ensemble du bassin industriel wallon. De Liège à Charleroi, le monde du travail s'enflamme, dans un contexte de grave crise économique, de salaires très bas, de journées interminables, de conditions sanitaires épouvantables. Mais le vent du changement se lève. Les premiers syndicats se forment à cette époque, et l'on se prend à rêver d'une vie meilleure. Le progrès social est en marche. Mais malheureusement, le monde ouvrier révolté paiera ce rêve très cher.

Le gouvernement de l'époque envoie l'armée sur les travailleurs et syndicalistes en colère. On parlera d'"état de siège". Le 27 mars 1886, 19 ouvriers seront abattus dans les fusillades de Roux, de nombreux autres sont blessés. Des travailleurs seront condamnés pour avoir fait grève, des syndicalistes emprisonnés. Les leaders syndicaux seront condamnés à 20 ans de travaux forcés. Ils seront amnistiés 2 ans plus tard, sous la pression populaire, mais condamnés à l'exil.

La tragédie débouche sur une certaine prise de conscience collective. "La bourgeoisie a eu peur", disait l'historienne Claudine Marissal à propos de l'événement. Les premières lois sociales seront créées juste entre 1887 et 1914. La Commission syndicale voit le jour en 1898, sous l'impulsion du POB. C'est "l'ancêtre" de la FGTB.

Et aujourd'hui?

Aujourd'hui, on n'envoie plus la cavalerie sur les grévistes. Les méthodes évoluent, mais l'objectif reste constant: faire taire le mouvement syndical. Pour cela, on condamne des syndicalistes en justice, on licencie des délégués, on envoie des huissiers sur les piquets... Les attaques aux libertés syndicales, en Belgique, sont nombreuses, fréquentes. Des leaders politiques de droite n'hésitent jamais à s'en prendre verbalement ou par réseaux sociaux interposés, au monde du travail et à ses représentants.



Dans le monde

Ailleurs dans le monde, les syndicalistes vivent des réalités parfois similaires, parfois bien pires. Assassinats et emprisonnements de syndicalistes, interdiction de s'organiser, pressions et menaces ne sont pas rares. La liberté syndicale est pourtant un droit fondamental, consacré par de nombreux textes internationaux. Parmi les nombreuses prises de parole, ce 27 mars à Roux, figurait celle de Rahmat Hendra, du syndicat indonésien FSP2KI. Dans son pays, les droits syndicaux, s'ils existent, sont également régulièrement bafoués. "Je suis ici en solidarité. Nous devons poursuivre le combat, car il y a tant de violences à l'encontre de nos droits, dans tant de pays. Il faut continuer, car notre lutte est l'héritage que nous laisserons à nos enfants et petits-enfants."

**L'ACJJ fait partie du Collectif 1886. François D'Agostino était, par ailleurs, le porte-parole du comité organisateur lors de la manifestation*

Extrait de Syndicats Magazine

Charleroi, ville antifasciste :

"la vigilance des syndicats, des associations et des partis politiques contre la montée de l'extrême droite"

Une nouvelle coalition antifasciste dans la première ville wallonne : "Nous devons faire barrage à l'extrême droite qui n'est pas loin, la menace est déjà présente en France, en Allemagne et en Italie", disent d'une voix commune les syndicats, plusieurs associations et les principaux partis politiques de Charleroi.

Charleroi, ville antifasciste : "la vigilance des syndicats, des associations et des partis politiques contre la montée de l'extrême droite"

Une nouvelle coalition antifasciste dans la première ville wallonne : "Nous devons faire barrage à l'extrême droite qui n'est pas loin, la menace est déjà présente en France, en Allemagne et en Italie", disent d'une voix commune les syndicats, plusieurs



Le 25 janvier 2020, la police a violemment dispersé des manifestants antifascistes à Gilly, qui s'étaient rassemblés pour empêcher un groupuscule d'extrême droite de fonder un nouveau parti politique.
©FVH

associations et les principaux partis politiques de Charleroi.

Attention mon ami, je l'ai vue. Méfie-toi, la bête est revenue, chantait Pierre Perret il y a 25 ans.

Aujourd'hui, l'extrême droite a remporté les élections en Italie et grimpe de plus en plus en Allemagne et en France. "Et à Charleroi, on se souvient qu'il y a 3 ans, en janvier 2020, des militants du milieu associatif et syndical s'étaient rassemblés à Gilly pour protester contre un congrès visant la création d'un nouveau parti politique d'extrême droite", rappellent Fabrice Eeklaer de la CSC et Vincent Pestieau de la FGTB. "Alors qu'ils menaient leur action de désobéissance civile, pour dire qu'ils ne voulaient pas de fascistes à Charleroi, ils ont été gazés et matraqués par la police d'une part, arrosés par l'autopompe de l'autre – des violences policières qui ont été depuis lors attestées par des rapports officiels et pour lesquelles nous prévoyons une plainte collective."

Mais ce "dimanche noir" aura servi de point de dé-

part pour une nouvelle alliance à Charleroi. Depuis des mois, syndicats, politiques et secteur associatif se rencontrent régulièrement. Une "Coalition antifasciste de Charleroi" est née, sous l'impulsion de la FGTB et de la CSC, et une motion pour faire de la métropole une ville antifasciste est présentée au conseil communal. PS, PTB, Ecolo, C+ et MR s'y engagent à soutenir et promouvoir la lutte antifasciste à Charleroi. "On veut ouvrir une nouvelle page sur la formation des jeunes, la vigilance, l'union. Parce que la richesse de Charleroi, ce sont les gens qui y habitent, peu importe leur nationalité, leur origine, leur religion", précise Latifa Gahouchi (PS). Elle est rejointe par Germain Mugemangango du PTB : "Il ne faut pas être naïfs. On a la chance que l'extrême droite ne soit pas organisée en Wallonie, mais si on reste passifs, elle va se développer sournoisement pour finir par nous exploser à la figure. C'est pour cela que cette dynamique est essentielle."

La motion prévoit d'empêcher "par tous les moyens légaux" la diffusion de propos haineux, racistes, sexistes ou xénophobes, de surveiller les événements ouvertement fascistes, de soutenir et promouvoir

la coalition antifasciste, d'impliquer la jeunesse carolo et la sensibiliser aux dangers de l'extrême

droite, ainsi que former les policiers et fonctionnaires à l'ouverture et l'égalité. Tous les partis, à l'exception du MR, revendiqueront aussi que le 8 mai (jour de capitulation du nazisme) soit à nouveau un jour férié.

"La coalition antifasciste de Charleroi se réunira tous les mois, avec une première action importante

pour le 8 mai. Les jeunes s'occuperont de communiquer et éduquer sur les réseaux sociaux, un terrain où l'extrême droite est forte", complètent les syndicats. "Toutes les personnes ou les associations qui veulent militer avec nous sont les bienvenues. Il faut, enfin, insister sur la responsabilité des hommes et femmes politiques dans la montée de l'extrême droite : il faut que l'État soit à la hauteur, à tous les niveaux de pouvoir. Parce qu'à chaque fois qu'on abandonne les gens sur la sécurité sociale, la

sécurité physique, l'accessibilité des droits ou les questions d'égalité, on donne en réalité du grain à moudre à l'extrême droite."

Jean van Kasteel

Journaliste et chef de l'édition - DH

Commémorations du 8 mai



Ces 8 et 9 mai, c'est le septante-sixième anniversaire de la Victoire sur le fascisme en Europe. Dans un contexte troublé, il n'est pas inutile de se rappeler, au-delà des images d'Épinal véhiculées depuis la Guerre Froide, que cette victoire n'a été possible que par le sacrifice de millions d'hommes et de femmes, sur les différents fronts, dans les mouvements de résistance, dans les usines et dans les champs, afin d'anéantir la machine de destruction hitlérienne et ses alliés.

Sans les peuples en luttés(et tout particulièrement ceux de l'Union Soviétique), sans ces mouvements de résistance, l'horreur et la barbarie

nazie-fasciste n'auraient jamais cessé. Il est utile aussi de se rappeler que ces efforts n'ont pas été acceptés pour reconstruire la société sur un modèle dépassé.

La participation active et prépondérante de mouvements progressistes dans la résistance (comme le Front de l'Indépendance et les Partisans armés en Belgique, avec une importante participation des communistes) , le discrédit des différentes bourgeoisies souvent impliquées dans la collaboration, et le prestige renforcé de l'URSS, ont contraint le Capital à d'importantes concessions envers les travailleurs et travailleuses et ont permis le développement de modèles sociaux gravement mis en péril par des décennies de néolibéralisme.

De même, cette victoire a contribué aux mouvements d'indépendances et de décolonisation dans les périphéries. Les conquêtes de 1945 ont déjà souffert de nombreux reculs depuis quelques décennies, et il y a fort à parier que la situation actuelle ne va rien arranger. Raison de plus de commémorer l'esprit et les conquêtes de celles et ceux qui ont dit non au fascisme, et d'y puiser des forces pour construire un monde meilleur.

François D'Agostino sur Facebook

SOCIÉTÉ

L'inflation en Belgique

« Le paradigme du capitalisme actionnarial a débouché sur un sous-investissement chronique qui a fini par rouvrir la boîte de Pandore de l'inflation »

Au début des années 1980, un nouveau cadre de gestion a émergé en Europe occidentale et aux Etats-Unis dans le but de contrer la stagflation. Deux mouvements concomitants ont alors caractérisé d'une part les politiques monétaires et d'autre part la redistribution de la valeur ajoutée. A cette époque, la remontée des taux directeurs des grandes banques centrales a conduit à un net raffermissement des taux d'intérêt réels qui a largement contribué à mater l'inflation. Au sein des entreprises, le renchérissement du loyer de l'argent a modifié les principes de management en conférant à la valeur pour l'actionnaire (« shareholder value ») une place centrale dans les critères d'évaluation de la performance économique.

La chasse aux coûts est devenue permanente, les entreprises se concentrant davantage sur leurs

métiers les plus profitables. C'est dans ces conditions que la sous-traitance dans les pays à bas salaires en voie d'industrialisation (en particulier, la Chine) s'est développée. La généralisation de la mise en concurrence des salariés a permis – pression à la baisse sur les rémunérations oblige – de contenir les prix. Et l'actionnariat, pierre d'angle de la nouvelle gouvernance des entreprises, de se frotter les mains.

Dans le foisonnement des analyses visant à expliquer la remontée actuelle de l'inflation, le rôle de la valeur actionnariale est peu évoqué. En effet, puisque le regain inflationniste constaté en 2022 avait pour origine l'évolution du cours des produits énergétiques, il était commode de pointer la guerre en Ukraine. Cependant, on peut aussi expliquer cette tendance haussière par une insuffisance de longue date des investissements dans le secteur de l'énergie. Les chiffres sont aussi limpides qu'inquiétants. Si, par exemple, nous voulons tourner la page des énergies fossiles d'ici à 2050, il faudra tripler le volume des investissements et doubler la fourniture d'électricité provenant de sources renouvelables (« Climate change

trimestrielle par les gestionnaires d'actifs » (« Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2007/36/CE en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires, et la directive 2013/34/UE en ce qui concerne certains éléments de la déclaration sur la gouvernance d'entreprise », 2014). Ce court-termisme continue d'ailleurs à affecter le secteur de l'énergie, puisque si les investissements y ont augmenté de 8 % en 2022, la moitié de cette progression était corrélée à des coûts de fonctionnement plus élevés en raison précisément de l'inflation (« World Energy Investment 2022 », International Energy Agency, juin 2022).

Il semble donc que le paradigme du capitalisme actionnarial ait progressivement débouché sur un sous-investissement chronique qui a fini par rouvrir la boîte de Pandore de l'inflation. Le secteur de l'énergie n'est d'ailleurs pas le seul concerné. Le recours à des sous-traitants chinois commence également à poser problème. La mondialisation est, de ce point de vue, caractérisée par un excès de centralisation des chaînes de valeur plutôt que par leur éclatement ! Pour le dire simplement, nos grandes entreprises ont placé trop d'œufs dans le panier chinois afin de satisfaire les exigences de profits élevés de leurs actionnaires. Au fur et à mesure que les industries chinoises monteront en gamme à l'avenir, la production de l'empire du Milieu diminuera dans les segments à faible et moyenne valeur ajoutée, ce qui ne manquera pas de favoriser la hausse des prix d'une série de produits de consommation courante. Il s'agit là du deuxième facteur inflationniste inhérent à la primauté accordée à la valeur actionnariale dans la conduite des affaires.

Xavier Dupret, économiste, Fondation Jacquemotte, Bruxelles

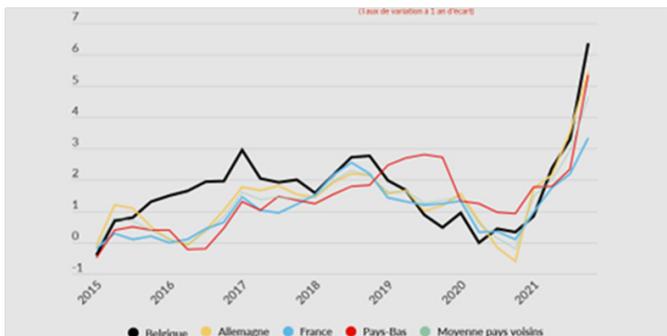
Le Monde du 28 février 2023

Pourquoi les Delhaiziens peuvent et doivent gagner

La colère des salariés est justifiée, disent les rédacteurs de la lettre. «Le marché du travail a besoin d'emplois plus stables et de qualité avec la participation des salariés. La vague de franchise fera exactement le contraire. Image Eric de Mildt

Lettre ouverte de soutien au personnel de Delhaize, de 70 professeurs de droit social, politologues et autres Heidi Degerickx, Ellen Verryt et Patrick Deboosere

Il y a six semaines, on a appris que la chaîne de supermarchés Ahold Delhaize laisserait ses 128 magasins sous sa propre gestion à des opérateurs indépendants. La direction de Delhaize affirme que rien ne changera pour les salariés concernés, mais



putsenergysecurity at risk », Organisation météorologique mondiale, 11 octobre 2022).

De surcroît, selon cette même source, la faiblesse des investissements ne permet pas de faire face au défi de la décarbonation à la seule échelle qui vaille, c'est-à-dire la planète. C'est ainsi que l'Afrique concentre 60 % des meilleurs sites du point de vue de l'ensoleillement, mais dispose d'à peine 1 % de la capacité photovoltaïque mondiale. Il est toutefois évident que la rentabilisation d'infrastructures solaires en Afrique ne peut s'envisager que sur le long terme, étant donné les limites bien connues de la demande locale. Or, le temps de la valeur actionnariale s'avère nettement plus court.

Court-termisme

Il y a déjà près de dix ans, les autorités européennes dénonçaient, dans un projet de texte législatif, une évaluation trop fortement déterminée dans le cas du capitalisme actionnarial par « des indices de marché sélectionnés sur une base



elle craint à juste titre des pertes d'emplois et une détérioration des salaires et des conditions de travail. Et ces derniers n'étaient pas fantastiques : les employées, majoritairement féminines, font un travail très exigeant physiquement et en tirent peu d'argent.

Les plans de restructuration ont provoqué une vague d'indignation et une grande partie des salariés ont été spontanément licenciés. Six semaines plus tard, ils se battent toujours. Nous les soutenons.

Nouveau modèle (a)social

Les Delhaiziens écrivent une pièce importante de l'histoire sociale. Leur militantisme est plus qu'impressionnant. Il semble que David pourrait battre Goliath cette fois aussi. Après tout, les salariés peuvent fournir ensemble un contrepoids important à la superpuissance économique Ahold Delhaize. Leur message est clair : « Non à la maximisation du profit au détriment du personnel. Et ce message est sans équivoque au-delà des frontières linguistiques et nationales : il y a des grèves partout en Belgique et il y a aussi des actions contre Ahold aux Pays-Bas.

Ahold Delhaize fait des millions de bénéfices, et les actionnaires en veulent plus. C'est la seule raison pour laquelle cette restructuration est envisagée. D'ailleurs, Delhaize utilise depuis des années des

magasins indépendants, comme Proxy Delhaize et Shop & Go. Les employés savent donc à quoi s'attendre.

La franchise des magasins conduira inévitablement à des salaires et des conditions de travail moins favorables, quelle que soit la convention collective qui tente d'empêcher cela. Ce n'est pas dû aux commerçants indépendants. Il ne leur sera pas non plus facile de joindre les deux bouts. Comme tout le monde, ils sont confrontés à des prix élevés de l'énergie, n'ont que peu ou pas de liberté pour déterminer leurs prix, et en plus ils doivent payer une commission sur leurs ventes à Delhaize. Économiser sur les salaires leur semble le seul moyen de garder la tête hors de l'eau.

De plus, dans de nombreux magasins indépendants, il n'y aura pas de représentation syndicale, car moins de 50 personnes y travaillent. Et sans syndicat, les soi-disant garanties ne valent rien : le salarié est seul face à son patron, et devant le choix entre un travail de plus en plus flexible pour une rémunération moindre et un licenciement pour motif économique.

Flou, harcèlement, répression

La direction de Delhaize sait qu'elle ne peut pas tenir sa promesse que rien ne changera pour les salariés.

Les revendications des syndicats pour plus de clarté sur l'avenir sont tombées dans l'oreille d'un sourd.

Ahold Delhaize ressent aussi la puissance des actions collectives. C'est précisément pourquoi la chaîne de distribution résiste si effrontément aux grèves en cours. Avec des avocats coûteux, Delhaize va en justice pour obtenir une interdiction de grève par des procédures unilatérales. Les salariés qui se trouvent encore à un poste de grève sont menacés par des huissiers de fortes astreintes. Afin de mettre encore en œuvre la restructuration antisociale contre toute contestation, Delhaize joue désormais la carte de la répression et de l'intimidation. Le droit de grève est tout simplement balayé.

Au lieu de chercher des solutions, Delhaize préfère faire taire ses salariés. Il est donc de la plus haute importance que les travailleurs soient largement soutenus.

Delhaize ne sera pas la seule chaîne de distribution à céder à la soif de profit et à la pression concurrentielle. D'autres chaînes suivront probablement bientôt. De plus en plus de travailleurs seront donc poussés vers des emplois précaires ou même vers la pauvreté.

Cette tendance à la flexibilisation n'est pas nouvelle, mais elle est extrêmement dangereuse. Allons-nous bientôt basculer dans un système dans lequel nous avons besoin d'au moins deux emplois pour gagner un revenu décent ? Et oserons-nous encore défendre nos droits ?

Le marché du travail a en fait besoin d'emplois plus stables et de qualité, avec un mot à dire pour les salariés. La vague de franchises qui est sur le point de se produire fera exactement le contraire. C'est pourquoi la bataille des Delhaiziens est d'une grande importance pour nous tous.

Si jamais il y avait un moment pour montrer notre appréciation pour leur travail acharné, que ce soit celui-ci.

70 signataires, dont Heidi Degerickx, Réseau contre la Pauvreté ; Ellen Verryt, Furia; Patrick Deboosere, professeur VUB ; Pascal Debruyne, enseignant-chercheur Odisee Hogeschool ; Ico Maly, professeur à l'Université de Tilburg ; Valeria Pulignano, professeur KU Leuven; Patrick Humblet, professeur UGent ; Hind Riad, avocat PROGRESS Lawyers Network ; Jan Buelens, avocat PROGRESS Lawyers Network et professeur UAntwerp – ULB.

Source : https://www.demorgen.be/meningen/why-de-delhaiziens-kan-en-moeten-winnen~b8e88c13/?utm_campaign=shared_earned&utm_medium=social&utm_source=email

Pour les salaires, des grèves victorieuses : « La lutte, ça paye, même si c'est dur »

Avant même le début du mouvement pour les retraites, des secteurs en grève ont obtenu ces derniers mois gain de cause pour de meilleurs salaires et conditions de travail. Comme quoi la mobilisation peut l'emporter. Témoignages de salarié•es en lutte.

« On avait déjà demandé des augmentations de salaire, mais sans qu'on nous prenne au sérieux. » Alors, au moment de la mobilisation nationale inter-professionnelle pour les salaires d'octobre dernier, Séverine Marotel, auxiliaire de vie à domicile à Caen depuis cinq ans, a appelé des collègues pour y participer, et pour faire grève. « Moi, je n'avais même jamais fait de manifestation avant. C'est l'inflation, et le gazole à deux euros, qui nous a emmenées dans la rue. »

Le 18 octobre, elles se retrouvent à dix grévistes, sur 35 employées, devant l'agence caennaise de leur employeur, l'entreprise de soin à domicile Domidom, une filiale du groupe d'Ehpad et de cliniques Orpea. Elles ne sont alors pas encore syndiquées. « On ne connaissait rien du tout. On ne savait même pas qu'on avait un délégué du personnel, on croyait ce que nous disait la direction. Des syndicats sont venus nous soutenir rapidement sur notre piquet de grève, Solidaires, la CGT, nous ont prêté un barnum, se souvient l'auxiliaire de vie. On pensait qu'on ne pouvait pas se syndiquer si on n'était pas 50 salariés. On a appris que c'était faux, et notre choix s'est orienté vers la CGT. On s'est même inscrites ensuite sur la liste du CSE [Comité social et économique], et on a eu des élues. »

45 jours de grève

Les grévistes demandent une augmentation de salaire et des indemnités kilométriques, un treizième mois, une prévoyance professionnelle pour compenser la perte de revenus en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, un panier-repas... « On a eu des propositions deux jours après notre première journée de grève, mais qui concernaient simplement les salariées en grève. On a refusé, on voulait des avancées pour tous les salariés. » Alors, les femmes continuent. « Des soutiens nous ont conseillé d'avoir une caisse de grève, on l'a fait, d'abord avec une caisse physique sur le piquet de grève, puis avec une caisse en ligne. Grâce à ça, on n'est pas trop perdantes sur la perte de salaire. »

Les employées caennaises de Domidom ont fait grève en tout 45 jours. « L'attitude de la direction a



changé à partir du moment où on s'est syndiquées. » Au bout d'un mois et demi, Séverine Marotel et les autres grévistes ont obtenu une augmentation de salaire de 150 euros net par mois (de 1309 euros à 1469 euros net pour un temps plein) pour toutes les employées et une augmentation de l'indemnité kilométrique de 31 à 45 centimes. « Une prévoyance professionnelle doit être négociée d'ici le mois de juin », ajoute l'auxiliaire de vie. Et leur combat continue aujourd'hui au sein du CSE.

La grève, « dernier recours »

Deux mois plus tard, quand débutent les négociations annuelles obligatoires dans l'entreprise de logistique automobile CAT, les syndicats voient bien qu'on est « dans une situation économique dégradée », concède le délégué CGT de l'entreprise Cédric Lopez. « Le marché de l'automobile s'est un peu cassé la gueule ces deux dernières années, notre entreprise n'a pas connu ses meilleurs résultats. Mais on a aussi des salariés en difficulté, avec l'inflation et des salaires qui n'ont pas augmenté aussi vite que les prix. »

Les syndicats demandent donc des hausses de salaires qui correspondent à celles des prix. « À la CGT, on était parti sur une demande de revalorisation salariale à 7 %, en regard de l'inflation à 5,9 % en décembre et à 6 % en janvier », explique le respon-

sable. Mais la direction, elle, ne proposait que 3,8 % d'augmentation, et seulement des revalorisations au cas par cas pour les cadres. « La direction a accepté de négocier, mais avec des propositions qui n'évoluaient pas assez rapidement. »

Alors, en février, l'intersyndicale réunissant la CGT et FO lance une grève dans l'entreprise. « La grève, c'est le dernier recours, même si on l'avait envisagée dès le début. Car on s'attendait à ce que la direction accepte difficilement nos demandes », précise Cédric Lopez. Le 20 février, les chauffeurs, ceux qui transportent les véhicules sortis d'usine aux concessionnaires, se mettent en grève, suivis le lendemain par les salariés sédentaires.

« Nous sommes des salariés répartis sur tout le territoire, à tous les points cardinaux, sur une dizaine de centres, ce qui pose des difficultés de communication pour organiser une grève. Mais on a réussi à se synchroniser, par téléphone et par les réseaux sociaux », témoigne le délégué syndical. Au total, selon Cédric Lopez, il y a eu 400 grévistes dans l'entreprise, pour 2200 personnes employées sur l'ensemble du territoire.

Le succès est vite arrivé, après seulement trois jours de grève : une augmentation générale de 6,2 % pour les ouvriers et employés, de 5,9 % pour les agents de maîtrise, et de 4 % pour les cadres

avec une enveloppe supplémentaire d'augmentation individuelle. « Une belle avancée, se félicite Cédric Lopez. Pour notre direction, c'était un mouvement inédit. »

200 euros en plus

200 euros d'augmentation mensuelle : c'est ce qu'ont obtenu de leur côté les salarié•es des industries électriques et gazières à l'automne 2022, après plusieurs semaines de grèves – huit pour les plus longues. « Le mouvement a commencé en juin 2022, explique Fabrice Coudour, délégué syndical central à la CGT Mines énergie. 140 000 salariés venant de 170 entreprises sont concernés. « La discussion au niveau de la branche professionnelle a rapidement débouché sur une augmentation de 80 euros, précise Fabrice Coudour. Restaient donc 120 euros à négocier au niveau des entreprises. »

Ce second round a été plus dur, et inégal selon les entreprises. « Au sein de GRDF, cela a été assez compliqué, souligne Sébastien Raya, délégué syndical central CGT au sein de cette entreprise. Fin octobre, plusieurs organisations syndicales ont signé un accord avec une augmentation totale (c'est-à-dire cumulée aux 80 euros accordés par la branche, ndlr) de 150 euros. C'était bien en deçà des 200 euros sur lesquels on s'était engagés. » Les salariés décident donc de lancer un mouvement de grève.

Définies à une échelle très locale, site par site, les durées des grèves sont diverses. Elles s'accordent aux marges financières des agents, à leur nombre, aux énergies disponibles. Certains salariés sont à huit heures par jour, d'autres à quatre ou deux. « Au fur et à mesure, voyant la détermination de leurs collègues, de plus en plus d'agents se sont mis en grève. Mi-novembre, on occupait environ 150 sites », détaille Sébastien Raya.

Par Nolwenn Weiler, Rachel Knaebel

Extrait de « Basta ! »

Faillites des banques: quel impact sur votre argent ?

Si la crise bancaire a été évitée pour le moment, plusieurs questions restent en suspens. Crédit hypothécaire, indemnités en cas de crise, taux d'intérêts... Un économiste répond aux questions qui concernent votre argent.

Bernard Keppenne est Chief economist chez CBC Banque & Assurance. Il répond aux questions des lecteurs du Vif concernant l'impact éventuel de l'actuelle crise bancaire sur l'argent des citoyens.

Quelles conséquences peut avoir l'actualité bancaire

récente pour Monsieur et Madame tout le monde ?

Bernard Keppenne : Je peux très bien comprendre l'inquiétude étant donné le souvenir douloureux qu'a laissé la crise financière de 2008. Mais, aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une crise financière. La panique a été contenue et maîtrisée. Cependant, on ne peut pas exclure que cette petite tension n'incite pas les banques à réduire un petit peu les crédits aux ménages et aux entreprises. Mais clairement, ça ne modifie pas les intentions d'épargne en Belgique, ce qui prouve la solidité de notre système.



S'il y a une crise, qui sera indemnisé ? Jusqu'à quel montant? Certains ne seront pas indemnisés ?

En Europe, des nouvelles règles sont d'application depuis la crise de 2008 en cas de faillite d'une banque. Le principe de base est clairement qu'un Etat ne peut plus intervenir et utiliser l'argent des contribuables pour sauver les banques. Pour couvrir une faillite, on va donc solliciter les actionnaires en premier lieu. Il ne faut pas oublier que détenir une action présente toujours le risque de défaut de l'émetteur et donc d'avoir le risque de perdre la totalité de son investissement. Si le montant des actionnaires n'est pas suffisant, on va solliciter alors les détenteurs des obligations de la banque en question (tous les types d'obligations). Si le montant n'est toujours pas suffisant, on pourrait alors solliciter les déposants pour les montants excédant les 100.000 euros (rappelons qu'il y a une garantie pour les dépôts d'un tel montant en Europe). Et si nécessaire, il y a encore un fonds européen alimenté par les banques qui pourra intervenir à raison d'un certain pourcentage.

Que deviendra mon crédit hypothécaire si ma banque fait faillite ?

Si on est dans le cas du Credit Suisse, racheté par une autre banque, les crédits sont repris par cette dernière et continuent à courir tout à fait normalement. En cas de non-reprise de la banque, on pourrait avoir le curateur qui demande le remboursement des crédits. C'est une hypothèse peu réaliste

vu tous les pare-feux mis en place par les autorités de contrôle aujourd'hui.

Les taux vont-ils augmenter ?

Compte tenu de l'inflation sous-jacente dans la zone européenne qui continue de progresser, la BCE devrait encore augmenter ses taux de deux fois 0.25% d'ici la fin de l'été. Concernant les Etats-Unis, il y aura encore probablement une hausse de taux de 0.25% au mois de mai. La suite dépendra de la situation économique mais à priori les taux devraient rester inchangés aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, jusqu'à la fin de l'année.

Nathan Scheirlinckx
Extrait du VIF

«Parents, je vous appelle à cultiver le langage et à aiguïser la pensée de vos enfants»

À côté de l'école, les parents ont un rôle important à jouer dans l'éducation de leurs enfants, estime Alain Bentolila, linguiste et spécialiste de l'apprentissage de la lecture et du langage chez l'enfant.

Tout au long de son apprentissage du langage un enfant doit être porté par des médiateurs bienveillants et exigeants afin que pouvoir de parole et force de pensée soient la juste récompense de ses efforts. C'est en effet parce que vous lui aurez donné le désir d'élargir le cercle de ceux à qui il s'adresse et celui des sujets qu'il ose questionner qu'un jeune enfant consentira des efforts pour acquérir un vocabulaire plus riche, des structures plus complexes et... une pensée plus rigoureuse. C'est d'abord la qualité de l'accompagnement familial qui conditionne la réussite de l'apprentissage linguistique et du développement intellectuel de votre enfant.

Je vous appelle donc, dans votre propre foyer, à cultiver le langage et à aiguïser la pensée de vos enfants. Vous et vous d'abord, mères, pères, grands-parents..., pouvez les former à la précision linguistique et à la résistance intellectuelle. Tout renoncement, toute « défausse » affaibliront leur pouvoir linguistique et la rigueur de leur pensée. L'école ne peut pas tout faire. L'école ne doit pas tout faire. Elle a déjà beaucoup de mal à mener à bien leur instruction. Il ne s'agit évidemment pas de leur apprendre à lire en cachette à la maison en vous disant que vous possédez une méthode bien plus efficace que celle de la maîtresse d'école. Vous avez bien mieux à faire : nourrir l'intelligence de votre enfant et en garantir la fermeté. Afin qu'il puisse ensuite oser avec bonheur une vie sociale et intellectuelle libre, mais respectueuse des autres. Liberté d'imagination mais rigueur dans l'analyse des paroles et des faits, voici le principe qui devra accompagner votre enfant tout au long de sa vie.

Mission fondamentale des parents

Une des mutations les plus importantes de notre société tient au fait que les familles ont été amenées à confier beaucoup plus tôt qu'auparavant leurs enfants à... d'autres, qu'ils connaissent peu ou pas. Dans ces conditions, comment assurer à un enfant, à un moment crucial du développement de son langage, une qualité d'accueil et d'accompagnement qui lui donne les meilleures chances d'épanouissement ? La conquête par les femmes des postes à responsabilités sur le plan professionnel, associatif et politique est sans aucun doute la meilleure chose qui pouvait arriver à notre société tout entière.

Ce mouvement doit se renforcer et s'amplifier ! Encore faudrait-il que cette émancipation soit compensée par un engagement accru des hommes et soit accompagnée de justes mesures sociales afin qu'une mère ne soit pas déchirée entre des obligations professionnelles exigeantes et sa volonté de donner à son enfant le temps d'affection, d'écoute et de



Conseils et ressources
pour...

**Donner le goût
de la lecture
dès le plus jeune âge**



compréhension qu'elle sait indispensable à son épanouissement. Quelle que soit la structure familiale qui veille sur un enfant (papa-maman, papa-papa, maman-maman, maman ou papa seul), on doit faire en sorte que la médiation familiale ne vienne pas à manquer au moment où l'enfant en a le plus besoin dans son développement linguistique et intellectuel. Votre mission est donc de transmettre à cette jeune intelligence la nécessité d'un équilibre exigeant entre droits et devoirs intellectuels : invitation à exprimer librement sa pensée mais obligation de la soumettre à une critique sans complaisance ; encouragement à faire valoir ses convictions mais interdiction de manipuler le plus vulnérable ; liberté d'affirmer ce que l'on croit vrai mais devoir d'en rechercher obstinément la pertinence ; permission de questionner ce que l'on apprend mais devoir de reconnaître la légitimité de ses maîtres ; droits enfin d'interpréter les discours et les textes quel que soit le statut de ceux qui les ont créés. C'est cela que l'on appelle la probité intellectuelle ; elle ne s'apprend ni ne se récite, elle se transmet ; seule votre médiation exigeante et bienveillante peut la forger.

Par Alain Bentolila , linguiste, spécialiste de l'apprentissage de la lecture et du langage chez l'enfant.

Plus nous tardons à restaurer la nature, plus cela devient difficile

L'Europe veut enrayer le déclin dramatique de la biodiversité avec une loi de restauration de la nature. Il est temps de reconnaître l'urgence de cette législation et de faire partie de la solution.

Les décideurs politiques et toutes les parties prenantes de la société doivent reconnaître l'urgence d'une législation telle que la loi européenne sur la restauration de la nature et faire partie de la solution. La restauration de la nature rapporte d'énormes profits.

Parfois, des points lumineux apparaissent. Le fait que la Commission européenne travaille sur une loi sur la restauration de la nature, la première législation européenne importante pour la biodiversité depuis la directive Habitats de 1992, en fait partie. Pour la nature, c'est un moment parisien européen, après le traité sur le climat qui a été conclu dans cette ville en 2015. Le Parlement européen votera sur la proposition à la mi-juillet.

La situation est grave. Nous perdons la nature à un rythme sans précédent. Dans le monde, 1 million d'espèces sont menacées d'extinction. L'Europe ne



fait pas exception : 81 % des habitats protégés et 63 % des espèces de l'Union européenne sont en très mauvais état. L'histoire est la même en Flandre : 28 % des espèces végétales et animales sont menacées, et pas moins de 39 des 44 types de nature européenne protégée en Flandre se portent mal. Nous devons investir activement dans la restauration à grande échelle, également en dehors des réserves naturelles actuelles, qui sont souvent trop petites et fragmentées.

La loi sur la restauration de la nature contient des éléments forts pour inverser la tendance. Par exemple, la proposition de la Commission doit couvrir au moins 20 % des zones terrestres et maritimes de l'UE d'ici 2030. La loi crée un espace pour la nature de bien d'autres manières. Le verdissement urbain devrait garantir que les villes restent plus fraîches pendant les étés. Plus de rivières doivent à nouveau pouvoir serpenter et déborder librement, aussi pour nous protéger contre les inondations. Des objectifs seront fixés pour les abeilles et autres pollinisateurs, les oiseaux des terres agricoles et des prairies, les sols agricoles riches en carbone et les forêts gérées plus naturellement. Les écosystèmes ayant le plus grand potentiel de stockage du carbone (comme les tourbières) et de réduction des conséquences des inondations et autres effets climatiques reçoivent une attention particulière.

Capital naturel

La loi sur la restauration de la nature reçoit enfin une attention méritée. Son influence peut aller loin et il s'agit bien de politique de transition. Il est donc important que nous, en tant que Belgique, adoptions une position ambitieuse, déployions la loi de manière réfléchie, et profitons ainsi pleinement des opportunités qu'elle offre aux secteurs économiques. La nature fournit de nombreuses matières premières et services dont dépend notre société. Il suffit de penser à l'importance d'un sol sain, d'une eau propre et suffisante et d'une riche biodiversité pour le secteur agricole.

Une économie saine dépend du capital naturel. Le

Forum économique mondial (WEF) a calculé que la moitié du produit intérieur brut mondial dépend plus ou moins de la nature. Précisément parce que la loi sur la restauration de la nature s'appliquera à l'ensemble de l'Union européenne, les États membres seront tenus de contribuer aux objectifs de manière honnête et responsable. Cela crée des règles du jeu équitables dans lesquelles tous les pays contribuent de manière égale et une flexibilité suffisante est assurée.

Investir dans la restauration de la nature à grande échelle est indéniablement intéressant sur le plan socio-économique, car les avantages de la restauration sont plusieurs fois supérieurs aux coûts. La restauration de la nature rapporte : en emplois, mais aussi en devises fortes. La Commission européenne a calculé que chaque euro investi dans la restauration de la nature rapporte entre 8 et 38 euros en valeur économique. Une découverte remarquable. Cela est dû aux services écosystémiques qui jouent un rôle inestimable dans le soutien de la sécurité alimentaire, l'adaptation et l'atténuation du climat, et l'impact positif sur la santé humaine.

Santé

La loi sur la restauration de la nature peut également rapporter d'énormes profits à ces derniers. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la mauvaise qualité de l'environnement contribue à un décès sur huit. Cela représente 630 000 décès dans l'UE chaque année. Et à la fin de l'année dernière, le cabinet de conseil Sweco a lancé une étude sur l'impact de la verdure sur notre santé. Conclusion : chaque hectare de verdure supplémentaire signifie en moyenne plus de huit habitants nécessitant moins de soins.

Il y a aussi des avantages pour notre santé physique et mentale. Une étude de marché menée par Ivox à l'été 2022 auprès de 1 000 Flamands était claire : 68 % ont besoin de la nature pour se détresser. Investir dans la restauration de la nature n'est pas un élément de coût, mais crée une énorme valeur ajoutée.

Avec 206 autres organisations, nous appelons les États membres de l'UE, le Parlement européen et la Commission européenne à travailler sur cette loi forte sur la restauration de la nature d'ici 2023. Nous devons agir maintenant pour enrayer la crise climatique et de la biodiversité. Procrastiner plus longtemps ou diluer le niveau d'ambition de cette loi ne fera que rendre la gestion des conséquences plus difficile et plus coûteuse.

La proposition de loi sur la restauration de la nature offre une excellente occasion de s'éloigner enfin d'un déclin continu et de tout mettre en œuvre pour le

rétablissement. Non seulement de la nature, mais aussi de notre propre santé, de notre cadre de vie et de notre économie. C'est l'un des meilleurs investissements que notre société puisse faire.

Cet avis a été rédigé par Natuurpunt, WWF, Greenpeace, Bos+, Vogelbescherming Vlaanderen et Bond Beter Leefmilieu, et est paru dans De Tijd le 11 avril 2023 .

Hélène De Smet

Expert en politique nutritionnelle ~ porte-parole du Forum Gauche-Ecologie

Du PCF à l'entretien avec Macron : « Pif Gadget », 75 ans d'un journal très politique



« Pif Gadget » a été tiré jusqu'à un million d'exemplaires par semaine, dans les années 70.

En pleine contestation de la réforme des retraites, Emmanuel Macron a donc choisi de s'exprimer dans... « Pif, le mag », la version moderne du célèbre magazine pour enfants. Autrefois dirigée par des proches du parti communiste, la revue possède une riche histoire politique.

« Pouvez-vous quitter votre poste en plein mandat, et comment ça se passerait si vous le quittiez ? » Cette question n'a pas été posée à Emmanuel Macron par un journaliste, mais par Méлина, une élève en classe de quatrième, invitée par la revue pour enfants Pif, le mag à interviewer le président de la République sur l'actualité du moment. Paru en kiosques dans le numéro de ce mercredi 29 mars, l'entretien avait été réalisé durant le mois de février. L'échange avec les jeunes lecteurs du magazine intervient à l'occasion du 75e anniversaire du média, qui a connu durant les années 1970 et 1980 un important succès auprès de toute une génération.

Le choix fait par l'équipe de communication de l'Élysée de laisser s'exprimer Emmanuel Macron dans ce

média peut surprendre. Le Président s'était jusqu'alors contenté d'une interview télévisée au JT de 13 heures de TF1 et de France 2 le 22 mars dernier comme seul passage médiatique depuis le début de la mobilisation contre la réforme des retraites. Dans le contexte social explosif du moment, son interview dans Pif, le mag paraît d'autant plus décalée, au vu de la longue proximité politique du magazine avec le Parti communiste français (PCF).

Valeurs communistes, décoloniales et internationalistes

Pour comprendre ce que représentait Pif Gadget à la fin des Trente Glorieuses, il faut avoir à l'esprit les chiffres du tirage du magazine, parfois imprimé jusqu'à un million d'exemplaires. Destiné aux enfants, le journal est l'héritier d'un autre titre, le magazine Vaillant, qui s'inscrivait lui-même dans la tendance communiste. Au sein de cette revue, on suivait déjà les aventures de Pif, un chien héros d'une bande dessinée d'abord créé en 1948 pour le journal L'Humanité, organe officiel du PCF. Vingt ans plus tard, en 1969, Pif Gadget naît et prend la place de Vaillant dans les kiosques ; la proximité du journal avec le PCF, elle, n'est pas rompue.

Le journal appartient dès sa création à des groupes d'édition rattachés au parti de Georges Marchais, même si le PCF n'en est alors pas officiellement propriétaire. « Mais les actionnaires de ces maisons d'édition sont des membres du Parti communiste », explique à Marianne le chercheur Maël Rannou, auteur de l'essai Pif Gadget et le Communisme, 1969-1993, un hebdomadaire de BD et ses liens avec le parti communiste français (PLG, 2022). Mais dans les pages de l'hebdomadaire, on ne retrouve ni d'interview de Georges Marchais, ni la retranscription des paroles de « L'Internationale » : la promotion de l'idéologie communiste se veut bien moins frontale.

Au-delà du jouet offert lors de la parution de chaque numéro, Pif Gadget propose surtout dans ses pages de nombreuses bandes dessinées. C'est à la lecture de ces différentes séries que l'on peut remarquer l'acointance particulière du journal avec les valeurs « communistes, décoloniales et internationalistes », souligne Maël Rannou. À partir de 1970, la publication dans le magazine de la série Docteur Justice, qui relate les exploits d'un justicier spécialiste des arts martiaux, témoigne par exemple de cette vision du monde. « Docteur Justice est un héros scientifique et internationaliste. Dans la BD, il se rend auprès de peuples étrangers et dénonce la corruption des puissants, de l'industrie pharmaceutique, des États qui détournent l'argent contre les pauvres... Par rapport aux discours de charité des revues d'inspiration catholique [publiés à la même époque], c'est un discours très fort. » D'autres bandes dessinées publiées dans Pif Gadget, comme Cogan ou Masquerouge, contribueront à défendre cette idéologie au sein du magazine jusqu'à sa

première disparition, en 1993.

Défense d'une culture populaire.

Le magazine promeut une culture populaire à la française, à l'opposé de la ligne éditoriale américanisée du Journal de Mickey, un des concurrents de l'époque. Contrairement à d'autres titres jeunesse comme Spirou, Pif Gadget est aussi l'une des seules revues à offrir à ses lecteurs des histoires entières, sans nécessité d'acheter un nouveau numéro pour connaître la fin d'une intrigue. « Tout en récits complets », promet d'ailleurs le slogan du magazine à son lancement. Dans les quelques encarts rédigés du magazine, il arrive parfois d'évoquer des thèmes plus sérieux : l'histoire, le travail, la science... Mais toujours à hauteur d'enfant : « en 1989, pour le bicentenaire de la Révolution française, Pif Gadget va revenir sur cet événement historique pendant un an et demi et parler de ce que c'est que l'oppression... Mais toujours en prenant l'angle de la vie des enfants », commente Maël Rannou.

Deux ans après la chute de l'Union soviétique, dans un contexte d'affaiblissement général du mouvement communiste dans l'opinion publique, Pif Gadget disparaît une première fois. À partir des années 2000, des proches du journal L'Humanité essayent à plusieurs reprises de relancer le titre, avec peu de succès. Toutes ces tentatives se terminent par un nouvel échec, après la publication de seulement quelques numéros. Fin 2020, une nouvelle version de Pif Gadget est de nouveau annoncée. À sa tête, un ancien responsable politique... issu du Parti communiste ? Loin de là : le reprenneur n'est autre que Frédéric Lefebvre, ancien secrétaire d'État au Commerce sous Nicolas Sarkozy.

Fan de Pif Gadget lorsqu'il était enfant, l'ex-ministre expliquait en 2020 dans une interview publiée sur le site Entreprendre.fr vouloir « mener un triple combat ». « Défendre notre planète, promouvoir une action solidaire et soutenir la cause animale », voilà donc selon lui les trois valeurs défendues dans ce Pif Gadget modernisé sous le nom de Pif, le mag. Une nouvelle formule « qui ne plaira pas à tout le monde », avait prévenu Frédéric Lefebvre. Il n'avait pas tort : la même année, Claude Gendrot, ancien rédacteur en chef de Pif Gadget, regrettait dans Le Monde un projet qui « touche le fond ». « J'y vois même une manière de trahison expliquait celui qui était responsable du célèbre journal entre 1972 et 1980. Pour relancer l'aventure, il faudrait lui donner du sens et, d'abord, réfléchir à ce qu'elle représentait en termes de création. » Pas sûr que l'entretien avec Emmanuel Macron, président libéral, dans un journal que les familles bourgeoises n'achetaient pas à leurs enfants parce que marqué au fer « rouge » aille dans le « sens » que Gendrot souhaitait.

Par Théodore Azouze



RADIO REBELDE



CONCERTS
16 JUIN-20H

Une organisation de
L'association Culturelle Joseph Jacquemotte
en collaboration avec le CK Bar
et le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

CK bar
Avenue de l'Europe, 19A
6000 Charleroi
P.A.F 5 euros



Editeur responsable: Robert Tangre